

Communiqué de presse

Berne, le 30 juin 2021

PostFinance: au détriment de la Suisse

Le Conseil fédéral a décidé de développer PostFinance en tant que mini banque. Les fonds nécessaires à cet effet seront mis à disposition par le groupe Poste, à savoir par les contribuables. L'Union suisse des arts et métiers usam condamne sévèrement cette décision. Qui sert uniquement les intérêts de PostFinance et nuit aux contribuables et au secteur financier privé.

La Poste a pour mandat de maintenir le trafic des paiements. La décision prise aujourd'hui par le Conseil fédéral remet indirectement ce mandat en question. Au lieu que PostFinance se concentre sur sa mission de base, comme l'exige une gestion d'entreprise rigoureuse, le Conseil fédéral lui permet de se disperser davantage. Plus encore, il permet à PostFinance de prendre des risques dont le groupe Poste, et donc les contribuables, devront assumer la responsabilité.

D'un point de vue économique, la décision du Conseil fédéral ne peut se justifier. Le marché suisse des hypothèques est suffisamment approvisionné. Le volume des prêts hypothécaires est 1,1 fois supérieur à la valeur ajoutée annuelle. Il n'y a donc aucune raison que l'État intervienne et crée un acteur supplémentaire. La décision du Conseil fédéral accroît même les risques du système financier en y ajoutant un institut supplémentaire bénéficiant d'une garantie étatique de fait.

La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse rejette catégoriquement les modifications proposées par le Conseil fédéral concernant PostFinance. La Poste doit se concentrer sur sa mission légale.

Renseignements complémentaires

Hans-Ulrich Bigler, directeur, portable 079 285 47 09

Henrique Schneider, directeur adjoint, portable 079 237 60 82

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.